

— **Contre les salaires de misère** réclamons un minimum décent.

En mai 68, il y aura bientôt six ans, nous revendiquions 1000 F minimum. Depuis, la vie a augmenté de 50 %. Les syndicats CGT et CFDT reconnaissent aujourd'hui qu'on ne peut pas vivre avec moins de 1500 F par mois :

Aucun doute, c'est bien **1500 F** mini qu'il nous faut !

— **Pour répondre à la vie chère**, la direction de la CGT a avancé après la grève du 6 décembre la proposition d'une prime exceptionnelle de 200 F pour tous. Pourquoi « exceptionnelle » ? Nous disons : **augmentation du salaire égale pour tous de 200 F**. C'est ce qu'ont réclamé les travailleurs CGT-CFDT de Thomson Malakoff, ceux de la CGT d'Idéal Standard Dammarie. A Bordeaux même la CGT des usines Dassault n'a pas hésité à demander 300 F d'augmentation pour tous. Voilà le type de revendication unifiante qui doit aujourd'hui être partout mis en avant.

— **Il faut se donner les moyens de mettre fin à la course permanente des salaires et des prix**. Pour empêcher que les hausses de salaires ne soient englouties au fur et à mesure par l'inflation, exigeons l'**échelle mobile des salaires, des pensions et des retraites**.

Et là-dessus, il faut être clair.

Quand un Ceyrac ou un Charbonnel parle de « garantie du pouvoir d'achat », c'est pour lui une façon hypocrite de dire qu'il luttera de toutes ses forces contre sa progression. Si les travailleurs réclament une échelle mobile garantissant le pouvoir d'achat, ils ne veulent pas d'un **plafond** auquel se heurteraient toutes les revendications visant à son amélioration, mais au contraire ils veulent se doter d'un **tremplin** pour l'action syndicale. Tout le verbiage gouvernemental n'est que poudre aux yeux pour tenter de masquer un essai de mise en place d'une véritable police des salaires. Pour nous, au contraire, **garantie et progression** du pouvoir d'achat doivent être absolument liées.

Pour calculer la hausse des prix, encore faut-il le faire avec un instrument de mesure fidèle. Celui du gouvernement n'en est pas un. Tout ce qui pèse dans le budget d'une famille ouvrière (loyer, impôts, transports...), il le sous-estime ou même refuse de le prendre en compte et il permet de dissimuler les hausses derrière de soi-disant « changements de qualité ». A tel point que ceux qui le fabriquent, les travailleurs de l'INSEE eux-mêmes, en ont publiquement dénoncé le caractère de classe.

Pas un accord ne doit être signé s'il est fondé sur cet indice bidon.

**Il faut une échelle mobile basée sur les indices des directions syndicales.**